

Une économie régionale au ralenti

En Corse, en 2024, le chiffre d'affaires global des services marchands progresse modérément. Il augmente moins vite que l'inflation. Les professionnels du transport et de la restauration répercutent la hausse des coûts sur leurs prix, ce qui freine la demande. Seule la location de voitures connaît une croissance des transactions. Dans l'industrie, ce chiffre se replie, sauf pour la fabrication de matériels de transport. Dans le bâtiment, la baisse de la demande sur toute l'année impacte le chiffre d'affaires, en particulier dans le gros œuvre et les travaux publics.

Une progression modérée dans les services marchands

En 2024, le chiffre d'affaires des services marchands progresse de 1,3 %, soit moins vite que l'inflation qui s'établit en moyenne à 2,0 % à l'échelon national. L'hôtellerie et la restauration maintiennent leurs chiffres, mais avec des variations de composantes prix/volumes opposées : les uns vendent plus en volume mais avec des prix plus bas, alors que c'est l'inverse pour les autres. Les incertitudes économiques et les difficultés de recrutement toujours observées freinent l'évolution des effectifs salariés. Les investissements reculent dans les services marchands. Cette tendance est moins marquée dans l'hébergement et la restauration, qui a déjà réduit ses investissements en 2023. Dans un contexte d'inflation moindre en 2024, les marges des sociétés sont moins freinées qu'en 2023, mais pour la majorité, elles ne progressent pas.

Une activité en baisse dans l'industrie

Dans l'industrie, le chiffre d'affaires de 2024 se révèle inférieur aux attentes, avec une baisse généralisée ► [figure 1](#). Seule la fabrication de matériels de transport affiche une progression, mais inférieure aux prévisions. Au regard de l'inflation nationale même maîtrisée en 2024, ces performances pour les entreprises corses résultent pour beaucoup des baisses de volumes vendus. Cependant, l'investissement reste dynamique, notamment dans l'agroalimentaire et les industries manufacturières, avec une priorité donnée aux équipements plutôt qu'à l'immobilier. La rentabilité reste stable pour la majorité, mais un tiers des entreprises présente néanmoins une dégradation.

Une faiblesse de la demande dans le bâtiment

La construction traverse une année 2024 difficile, affectée par la hausse des matières premières, la complexité d'obtenir des permis, le ralentissement de la distribution du crédit et la baisse de la demande publique et privée. La majorité des acteurs déclarent un recul significatif du chiffre d'affaires. Les travaux publics souffrent particulièrement d'un faible nombre de grands chantiers. Les entreprises commencent à ajuster leurs effectifs à partir du dernier quadrimestre 2024. Cela n'empêche pas la rentabilité d'être fortement affectée. Face à la baisse d'activité et à l'absence de perspectives favorables, les investissements sont réduits.

Une disparité dans les anticipations de croissance en 2025

Tous les secteurs des services marchands anticipent une croissance en 2025, avec de fortes disparités. Le transport prévoit une hausse prudente de 1,2 %, identique à 2024. L'hébergement et la restauration s'attendent à une progression de 2,4 %. Les effectifs devraient suivre les tendances de 2024, avec une stagnation dans le transport et l'hébergement-restauration, voire une baisse pour ce dernier. Les entreprises auraient une sensibilité toute particulière à la maîtrise des coûts, notamment salariaux, pour préserver leur rentabilité. Les perspectives pour l'industrie en 2025 sont variables : la fabrication de matériels de transport prévoit une stabilité, tandis que l'agroalimentaire espère compenser la baisse mesurée en 2024. Les autres industries devraient voir leur chiffre d'affaires continuer de reculer. Les effectifs s'ajusteraient à l'évolution de l'activité. L'agroalimentaire prévoit une réduction d'activité, tandis que l'industrie métallurgique anticipe une légère hausse. La rentabilité devrait rester stable pour la majorité des entreprises.

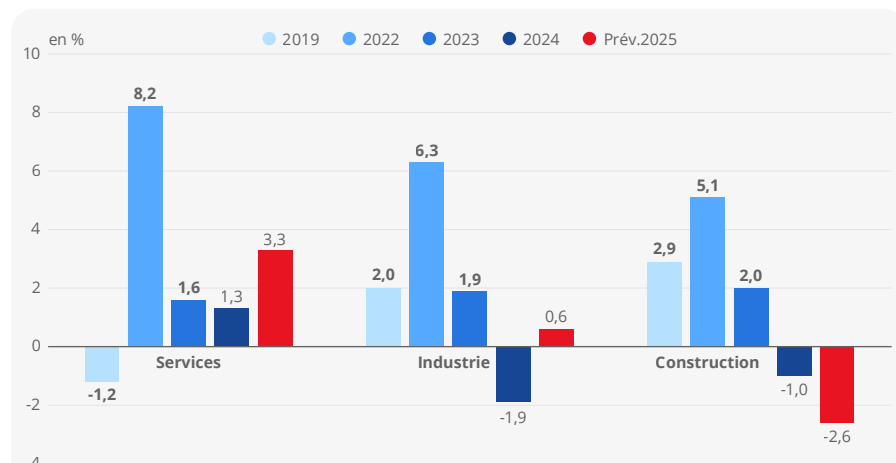
Les prévisions restent négatives pour la construction en 2025. Les carnets de commandes sont insuffisants et les chantiers en cours peu significatifs. Près de 90 % des entreprises anticipent une réduction de la durée de leurs projets. Les restructurations amorcées fin 2024 devraient s'intensifier, entraînant une réduction des effectifs salariés. La rentabilité continuerait de se dégrader, surtout dans les travaux publics, et ce malgré une meilleure gestion des coûts.

Des encours de crédits bancaires identiques à leur niveau de 2023

En 2024, les encours de crédits bancaires (créances commerciales, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à l'habitat et comptes ordinaires débiteurs) sont stables en Corse (+0,0 %) ► [figure 2](#). Ce maintien se fait alors que ces mêmes encours reculent de 0,4 % en France Métropolitaine, et de 1,1 % en France de province. Ces encours marquent un léger repli en 2024 pour la Corse du Sud (indice 142,3 en 2023 et 141,4 en 2024, indice base 100 en 2019), alors que les encours de Haute-Corse progressent légèrement (indice 143,1 en 2023 et 143,8 en 2024) ► [figure 3](#). La Haute-Corse confirme ainsi sa part majoritaire dans l'encours régional et accroît le différentiel avec la Corse-du-Sud ► [figure 4](#). En 2024, hors comptes ordinaires débiteurs, les crédits d'équipement et à l'habitat sont les seuls à progresser, avec respectivement +4,1 % et +0,9 %. La progression des crédits d'équipement est presque 2 fois moindre sur la France métropolitaine, et elle est négative pour les crédits à l'habitat. Les crédits à l'habitat représentent 54 % des encours précités, les crédits d'équipement 31 % ► [figure 5](#). ●

Pierre-Olivier LECHERE
(Banque de France)

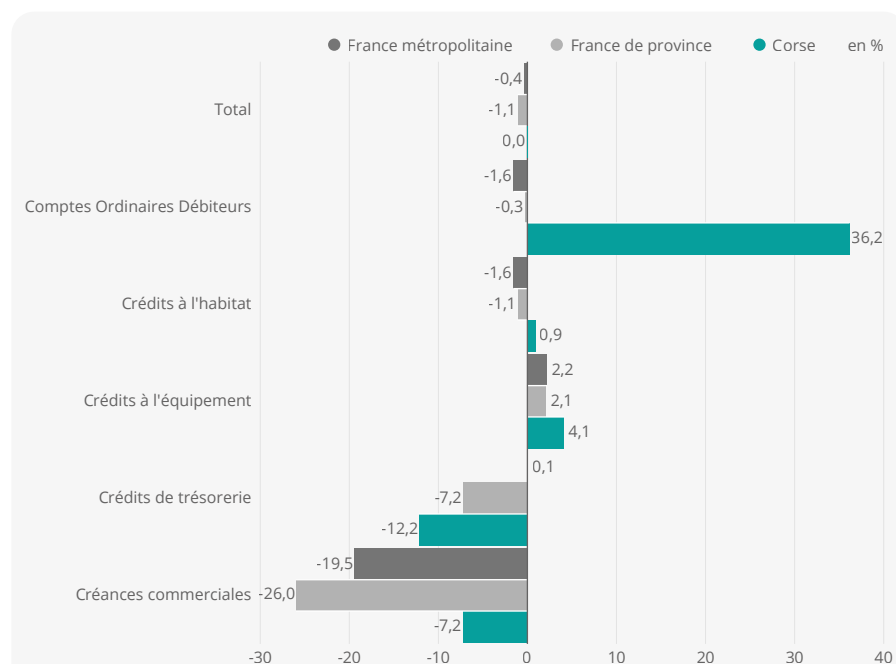
► 1. Évolution des chiffres d'affaires des trois grands secteurs d'activité en Corse



Note : Enquête début 2025 pour résultat 2024 et prévisions 2025.

Source : Banque de France, les entreprises en Corse, Bilan 2024 – Prévisions 2025.

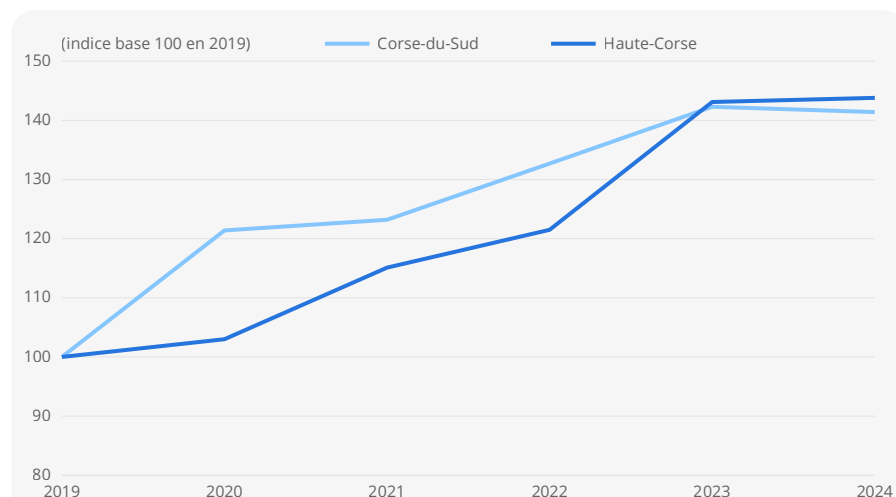
► 2. Évolution des crédits par type d'encours entre 2023 et 2024



Note : La valeur nominale des comptes ordinaires débiteurs est faible sur l'ensemble des crédits.

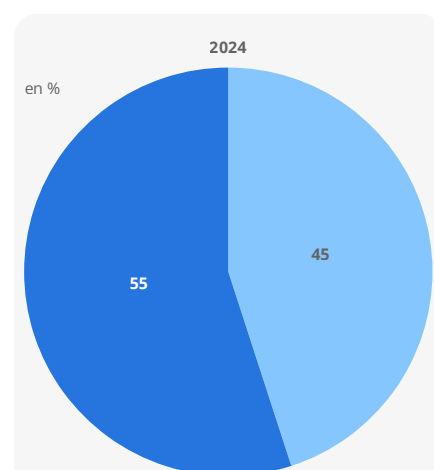
Source : Données Banque de France.

► 3. Évolutions départementales des encours de crédits de 2019 à 2024



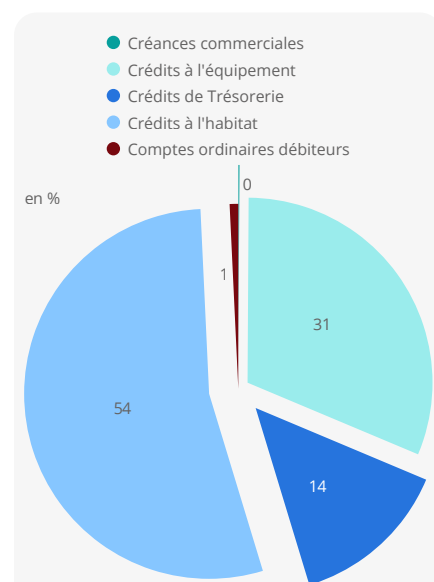
Source : Banque de France, centralisations financières territoriales des crédits à fin décembre 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024.

► 4. Répartition départementale des encours de crédits en 2024



Source : Banque de France, centralisations financières territoriales des crédits.

► 5. Répartition des crédits par type d'encours à fin décembre 2024



Source : Banque de France, centralisations financières pour la région Corse des crédits en stock à fin décembre 2024.

► Pour en savoir plus

- Les entreprises en Corse – Bilan 2024 et Perspective 2025.
- Tendances régionales : Corse, Banque de France.